

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Josée Tassé, CPA OMA, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Ville de Cowansville pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

Signature _____ Date 16 juin 2025

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	28
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	29
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	30
Situation financière par organismes	31
Charges par objets	32
Excédent (déficit) accumulé	33
Avantages sociaux futurs	37

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	45
Analyse des charges consolidées	57

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la Ville de Cowansville

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après « les états financiers ») de la Ville de Cowansville (ci-après « la Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2024 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables, et les autres renseignements complémentaires.

À notre avis, à l'exception des incidences du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2024 ainsi que des résultats de ses activités, de ses gains et pertes de réévaluation, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Aux 31 décembre 2024 et 2023, à l'exception du passif au titre de l'obligation liée au site d'enfouissement du partenariat, la Ville n'a pas évalué ni comptabilisé de passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, n'a pas fourni les informations requises sur les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et n'a pas déterminé les ajustements à apporter aux autres postes des états financiers, ce qui constitue une dérogation aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Les incidences de cette dérogation sur les états financiers pour les exercices terminés les 31 décembre 2024 et 2023 n'ont pu être quantifiées. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion avec réserve sur les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024, comme nous l'avons fait pour les états financiers pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

Observations – informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- nous planifions et réalisons l'audit du groupe afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités ou des unités du groupe pour servir de fondement à la formation d'une opinion sur les états financiers du groupe. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la revue des travaux d'audit effectués pour les besoins de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.
Granby (Québec), 16 juin 2025
CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A125850

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	26 123 692	26 252 818	24 081 603
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 611 793	2 608 919	2 535 527
Quotes-parts	3			
Transferts	4	1 837 574	2 458 059	8 127 238
Services rendus	5	2 155 079	3 147 326	2 770 525
Imposition de droits	6	1 301 000	3 876 819	2 051 124
Amendes et pénalités	7	476 400	621 131	491 221
Revenus de placements de portefeuille	8	50 000	519 364	499 867
Autres revenus d'intérêts	9	296 750	353 963	169 119
Autres revenus	10	135 093	5 890 463	1 966 017
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	34 987 381	45 728 862	42 692 241
Charges				
Administration générale	14	5 025 756	4 439 702	4 079 844
Sécurité publique	15	5 147 214	4 914 871	4 354 481
Transport	16	9 729 358	8 411 832	8 882 961
Hygiène du milieu	17	7 530 688	7 517 992	6 828 886
Santé et bien-être	18	403 366	283 734	338 292
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 441 858	1 390 329	1 425 993
Loisirs et culture	20	5 866 156	5 355 920	4 854 831
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	1 616 488	1 522 681	1 242 117
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	36 760 884	33 837 061	32 007 405
Excédent (déficit) lié aux activités	25	(1 773 503)	11 891 801	10 684 836
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		93 086 426	82 401 590
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		93 086 426	82 401 590
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		104 978 227	93 086 426

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	14 170 419	10 462 773
Débiteurs (note 5)	2	16 583 696	18 597 101
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	1 589 292	1 433 807
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6	143 200	
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	32 486 607	30 493 681
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	3 799 091	4 943 563
Revenus reportés (note 11)	12	3 583 238	3 173 122
Dette à long terme (note 12)	13	38 081 205	40 942 560
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		93 200
Autres passifs (note 14)	15	1 476 174	1 366 088
	16	46 939 708	50 518 533
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(14 453 101)	(20 024 852)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	118 010 632	112 177 508
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	941 278	444 702
Stocks de fournitures	20	283 896	304 554
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	195 522	184 514
	23	119 431 328	113 111 278
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	104 978 227	93 086 426
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	104 978 227	93 086 426
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	104 978 227	93 086 426

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(1 773 503)	11 891 801	10 684 836
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2 (	)(	12 345 848)(	16 730 568)
Produit de cession	3	70 000	45 370	313 009
Amortissement	4	5 900 000	6 432 994	6 183 460
(Gain) perte sur cession	5		34 360	(188 595)
Réduction de valeur / Reclassement	6			29 948
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8	5 970 000	(5 833 124)	(10 392 746)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		(496 576)	159 477
Variation des stocks de fournitures	10		20 658	(47 634)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12	20 000	(11 008)	(20 159)
	13	20 000	(486 926)	91 684
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	4 216 497	5 571 751	383 774
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(20 024 852)	(20 408 626)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(20 024 852)	(20 408 626)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(14 453 101)	(20 024 852)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	11 891 801	10 684 836
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	6 432 994	6 183 460
Autres			
▪ Gain/perte sur cessions d'immobilisations	3.1	33 693	(128 789)
▪ Contributions des promoteurs (note 15)	3.2	(4 981 037)	
	4	13 377 451	16 739 507
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	2 013 406	(6 314 134)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	(1 033 720)	65 750
Revenus reportés	8	410 116	75 454
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9	(236 400)	(241 100)
Propriétés destinées à la revente	10	(496 576)	159 477
Stocks de fournitures	11	20 658	(47 634)
Autres actifs non financiers	12	(11 008)	(20 159)
	13	14 043 927	10 417 161
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14 (	7 364 811) (	15 631 450)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15	45 370	313 009
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16 (	)	(
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(7 319 441)	(15 318 441)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19 (	1 951) (	44 235)
Remboursement ou cession	20		21 148
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21 (	153 534) (	106 164)
Cession	22		
	23	(155 485)	(129 251)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	8 800 000	10 595 000
Remboursement de la dette à long terme	25 (	11 651 620) (	4 245 267)
Variation nette des emprunts temporaires	26		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(9 735)	(83 070)
Autres			
▪	28.1		
	29	(2 861 355)	6 266 663
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	3 707 646	1 236 132
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	10 462 773	9 226 641
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	10 462 773	9 226 641
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	14 170 419	10 462 773

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Cowansville (ci-après « la Ville ») est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

Les états financiers incluent aussi la quote-part revenant à la Ville des actifs, des passifs, des revenus et des charges des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation proportionnelle se fait ligne par ligne. La Ville participe aux partenariats suivants dans les proportions indiquées :

Régie Aéroportuaire Régionale des Cantons de l'Est (ci-après la « Régie aéroportuaire »)	33,33 %
Régie intermunicipale de gestion des matières résiduelles de Brome-Missisquoi (ci-après la « Régie intermunicipale »)	25 %

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs financiers

Sauf indication contraire, les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

D) Passifs

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations - Site d'enfouissement

Un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est comptabilisé par la Ville lorsque toutes les conditions suivantes sont réunies :

- Il existe une obligation juridique obligeant la Ville à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- L'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- Il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- Il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

Le passif comprend les coûts directement attribuables aux activités de mise hors service de l'immobilisation corporelle, y compris les activités au titre du fonctionnement, de l'entretien et de la surveillance après la mise hors service.

Lors de la comptabilisation initiale d'un passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle, la Ville comptabilise un coût de mise hors service en augmentation du coût de l'immobilisation corporelle (ou de la composante) en cause du même montant que le passif. Le coût de mise hors service est ainsi comptabilisé en charges sur la durée de vie de l'immobilisation corporelle (ou de la composante) en cause, conformément à la méthode et à la durée d'amortissement de cette immobilisation. Le passif est révisé annuellement à partir de la meilleure information disponible à la date des états financiers. Lorsque l'immobilisation corporelle en cause fait l'objet d'un usage productif, la variation annuelle est constatée aux résultats de l'exercice lorsqu'elle résulte de l'écoulement du temps ou en ajustement du coût de l'immobilisation corporelle en cause lorsqu'elle résulte d'une révision de l'échéancier, du montant des flux de trésorerie non actualisés estimatifs ou d'une révision du taux d'actualisation. Toute modification apportée à l'évaluation des obligations liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle ne faisant plus l'objet d'un usage productif est comptabilisée en tant que charges dans la période où elle survient.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont des actifs non financiers qui sont acquis, construits, développés ou améliorés, dont la durée de vie utile s'étend au-delà de l'exercice, et qui sont destinés à être utilisés de façon durable pour la production de biens ou la prestation de services.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût, incluant les coûts de transaction et les coûts de mise hors service d'immobilisations, le cas échéant. Le coût des immobilisations corporelles louées en vertu de contrats de location-acquisition est égal à la valeur actualisée des paiements exigibles.

Les immobilisations corporelles acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à la juste valeur au moment de l'acquisition.

Amortissement

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les immobilisations corporelles sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire ou en fonction du tonnage d'enfouissement aux taux annuels suivants :

	Taux
Infrastructures	2,5 % à 25 %
Infrastructures - cellule d'enfouissement (a)	Selon le tonnage enfoui par rapport à la capacité total d'enfouissement
Bâtiments	2,5 % à 6,67 %
Véhicules	5 % à 33 %
Ameublement et équipement de bureau	10 % à 20 %
Machinerie, outillage et équipement divers	5 % à 33 %

(a) Les coûts de mise hors service d'immobilisations corporelles capitalisés dans la catégorie des infrastructures - cellules d'enfouissement sont amorti selon le tonnage enfoui par rapport à la capacité total d'enfouissement.

Les immobilisations corporelles en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations corporelles est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

F) Revenus

Constataion des revenus

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées dès l'entrée en service des modifications apportées à des immeubles ou de la construction de nouveaux immeubles, sans égard à la date à laquelle les certificats de modification ont été émis, pourvu qu'il soit possible de faire une estimation raisonnable de la valeur des modifications ou ajouts en cause.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de loyers sont constatés selon la méthode linéaire sur la durée des contrats de location.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les contributions de la Municipalité régionale de comté de Brome-Missisquoi relatives à l'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisées dans l'exercice au cours duquel elles sont autorisées, lorsque les critères d'admissibilité ont été satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible. Ces contributions sont reportées et comptabilisées à titre de revenus de transfert au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles elles sont affectées.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lorsque la créance devient exécutoire.

Les intérêts sur les placements et les autres revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime enregistré d'épargne-retraite (REER) et le régime volontaire épargne-retraite (RVER) offerts à certains employés par la Ville, le REER collectif offert par la Régie aéroportuaire et le régime de retraite simplifié (RRS) offert par la Régie intermunicipale sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge de fonctionnement est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (ci-après « la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état consolidé de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2024 selon la méthode suivante : valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S.O.

I) Instruments financiers

Évaluation initiale

La Ville comptabilise un actif financier ou un passif financier dans l'état consolidé de la situation financière lorsqu'elle devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier, et seulement dans ce cas. Sauf indication contraire, les actifs et passifs financiers sont initialement évalués au coût.

Les coûts de transaction afférents aux instruments financiers évalués au coût après amortissement sont comptabilisés à titre de frais reportés.

Évaluation ultérieure

À chaque date de clôture, les actifs et les passifs financiers de la Ville sont évalués au coût après amortissement (incluant toute dépréciation dans le cas des actifs financiers).

Les coûts de transaction afférents aux emprunts à long terme évalués au coût après amortissement sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La Ville détermine s'il existe une indication objective de dépréciation des actifs financiers. Toute dépréciation des actifs financiers est comptabilisée à l'état consolidé des résultats.

Dans le cas d'un placement de portefeuille, si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'il subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement de portefeuille ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état consolidé des résultats qu'au moment de sa réalisation.

J) Autres éléments

S.O.

3. Modification de méthodes comptables

Revenus

Au cours de l'exercice, la Ville a adopté les normes du chapitre SP 3400, « Revenus », du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*. Ce chapitre établit des exigences différenciées en matière de comptabilisation en ce qui a trait aux revenus issus des opérations qui comportent des obligations de prestation (appelées « opérations avec contrepartie ») et à ceux issus des opérations sans obligation de prestation (appelées « obligations sans contrepartie ») ainsi qu'aux informations à fournir à leur sujet.

Le chapitre définit une obligation de prestation comme étant une promesse exécutoire de fournir des biens ou des services précis à un payeur en particulier. Le revenu tiré d'une opération avec contrepartie est constaté lorsque la Ville remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou les services promis au payeur.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les revenus tirés d'une opération sans contrepartie sont constatés lorsque la Ville a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et qu'elle relève une opération passée ou un événement passé qui est à l'origine d'un actif.

Pour les opérations avec contrepartie, la Ville doit déterminer quels biens ou services (ou quels groupes de biens ou de services) sont distincts et doivent, par conséquent, être traités séparément. Lorsque la Ville détermine qu'il y a plus d'une obligation de prestation pour une même opération, elle doit utiliser une méthode de répartition du prix de la transaction. Pour ce faire, elle utilise le prix de vente spécifique des biens ou des services attribué à chacune des obligations de prestation lorsque celui-ci est connu; dans le cas contraire, elle procède à une estimation à l'aide des informations dont elle dispose pour effectuer cette répartition.

Conformément aux dispositions transitoires, ces exigences, applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} avril 2023, ont fait l'objet d'une application rétroactive. L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la Ville.

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	14 170 419	10 312 773
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		150 000
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	14 170 419	10 462 773
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	14 170 419	10 462 773
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	5 565 296	7 812 945
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	6 259 300	3 505 000

Note

Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées aux fonds réservés, aux revenus reportés grevés d'origine externe et du financement des investissements en cours.

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 1 370 590 \$ (962 660 \$ au 31 décembre 2023).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	2 477 003	1 990 756
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10	731	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	10 144 357	10 678 207
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	1 243 652	4 216 700
Organismes municipaux	13	88 993	86 898
Autres			
▪ Mutations, amendes et autres	14.1	2 457 752	1 454 765
▪ Intérêts à recevoir	14.2	171 208	169 775
	15	16 583 696	18 597 101
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	9 246 497	9 713 017
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	9 246 497	9 713 017
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	254 140	206 911
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	524 211	563 441
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	8 461 165	8 695 350
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	526 400	566 171
Ministère de la Culture et des Communications	25	148 200	143 401
Autres ministères/organismes	26	484 381	709 844
	27	10 144 357	10 678 207

Note

Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 1,47 % à 4,16 % (1,47 % à 4,11 % au 31 décembre 2023) et viennent à échéance au plus tard en novembre 2044.

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33	209 835	207 884
Autres placements	34	1 379 457	1 225 923
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37	1 589 292	1 433 807
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38	1 379 457	1 225 923
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note

Placement à titre d'investissement:

Contribution aux Fonds de garantie de franchise collective de l'UMQ et Fonds des municipalités pour la biodiversité.

Régie intermunicipale:

Les autres placements de portefeuille affectés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des site d'enfouissement sont composés de titres et fonds à revenu fixe

8. Autres actifs financiers

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note**9. Emprunts temporaires**

La Ville bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire pour les opérations courantes de 300 000 \$ (montant bonifié à 1 500 000 \$ du 1er novembre au 31 mars) et d'emprunts temporaires totalisant 3 000 000 \$ pour des activités d'investissement. L'ouverture de crédit bancaire et les emprunts temporaires portent intérêt au taux préférentiel (5,45 % ; 7,2 % au 31 décembre 2023) et sont renouvelables annuellement.

La Régie intermunicipale bénéficie d'ouvertures de crédit bancaire d'un montant total de 9 336 127 \$ portant intérêt à des taux variant du taux préférentiel moins 0,36 % (5,09 %; 6,84 % au 31 décembre 2023) au taux préférentiel (5,45 %; 7,2 % au 31 décembre 2023) et renouvelables annuellement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

10. Crédoiteurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	1 975 779	2 055 160
Salaires et avantages sociaux	44	645 821	629 597
Dépôts et retenues de garantie	45	732 604	1 908 123
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Intérêts courus sur dette LT	47.1	357 699	349 550
▪ Autres	47.2	87 188	1 133
	48	3 799 091	4 943 563

Note

Au cours de l'exercice, la Ville a acquis des immobilisations corporelles, dont un montant de 1 680 993 \$ (911 247 \$ au 31 décembre 2023) est inclut dans les fournisseurs et retenues de garantie.

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	174 545	115 337
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪ SHQ (projet habitation)	54.1	2 824 218	2 692 656
▪ Divers	54.2	3 621	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56	127 131	65 383
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪ Entente Rang St-Joseph	62.1	412 178	299 746
▪ Fonds carrires et sablières	62.2	41 545	
	63	3 583 238	3 173 122

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2024	2023
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,70	5,50	2025	2044	64	38 355 673	41 183 973
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux				2026	67	34 330	54 330
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	0,50	0,50	2025	2026	68	20 313	23 633
Autres					69		
					70	38 410 316	41 261 936
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(329 111)	(319 376)
					72	38 081 205	40 942 560

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2025	73		3 421 007	19 077	20 000	3 460 084
2026	74		3 306 734	1 236	14 330	3 322 300
2027	75		3 303 932			3 303 932
2028	76		2 991 000			2 991 000
2029	77		3 101 000			3 101 000
2030 et plus	78		22 232 000			22 232 000
	79		38 355 673	20 313	34 330	38 410 316
Intérêts et frais accessoires	80		()	()	()	()
	81		38 355 673	20 313	34 330	38 410 316

Note

Les versements estimatifs incluent les refinancements dans l'année où ils surviennent.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

13. Avantages sociaux futurs

		2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	143 200	(93 200)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83		
	84	143 200	(93 200)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	734 900	672 100
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86		
Régimes à cotisations déterminées	87		
Autres régimes (REER et autres)	88	76 992	54 684
Régimes de retraite des élus municipaux	89	35 029	35 613
	90	846 921	762 397

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

14. Autres passifs

		2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92	1 476 174	1 366 088
Autres			
▪	93.1		
	94	1 476 174	1 366 088
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95	1 366 088	1 270 026
Passifs engagés	96	327 753	74 372
Passifs réglés	97	(241 726)	(772)
Charge de désactualisation ¹	98	24 059	22 462
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100	1 476 174	1 366 088

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de la Régie intermunicipale concernent principalement les activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement.

Les activités des sites d'enfouissement de la Régie intermunicipale, notamment celles relatives aux activités de fermeture et d'après-fermeture, sont régies par les lois gouvernementales applicables concernant la protection de l'environnement. Les principales informations relatives au passif afférent sont les suivantes :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Taux d'actualisation, incluant l'inflation : 4,02 %

Période d'actualisation : De 1 à 24 ans

Taux d'inflation : 2,00 %

Durée de vie restante estimative de l'exploitation : 24 ans

Période estimative nécessaire pour les activités d'après-fermeture : 29 ans

Les charges estimatives totales de la Régie intermunicipale relatives aux activités de fermeture et d'après-fermeture du site d'enfouissement totalisent 4 957 524 \$ aux 31 décembre 2024 et 2023.

Voir aussi la note 27.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	25 798 822	685 648		26 484 470
Eaux usées	102	29 469 133	8 946 906		38 416 039
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	60 196 648	2 429 889		62 626 537
Autres					
▪ Parcs/stationnement/Lac	104.1	22 594 447	2 252 813	6 989	24 840 271
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	28 906 565	345 538	2 025	29 250 078
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	7 993 798	828 136		8 821 934
Ameublement et équipement de bureau	109	1 728 095	146 009		1 874 104
Machinerie, outillage et équipement divers	110	7 190 543	1 206 500	198 574	8 198 469
Terrains	111	8 270 447	145 205		8 415 652
Autres	112	301 557			301 557
	113	192 450 055	16 986 644	207 588	209 229 111
Immobilisations en cours	114	7 597 677	(4 640 796)	14 159	2 942 722
	115	200 047 732	12 345 848	221 747	212 171 833
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	15 349 301	614 526		15 963 827
Eaux usées	117	12 236 431	749 819		12 986 250
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	27 971 429	2 276 056		30 247 485
Autres					
▪ Parcs/stationnement/Lac/etc.	119.1	13 123 103	624 754		13 747 857
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	9 312 073	716 323	893	10 027 503
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	4 851 497	706 976		5 558 473
Ameublement et équipement de bureau	124	1 291 201	101 431		1 392 632
Machinerie, outillage et équipement divers	125	3 735 189	643 109	141 124	4 237 174
Autres	126				
	127	87 870 224	6 432 994	142 017	94 161 201
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	112 177 508			118 010 632
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129	41 998	489 206		531 204
Amortissement cumulé	130	(9 202)	(4 200)	()	(13 402)
Valeur comptable nette	131	32 796			517 802

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Note

Au cours de l'exercice, des immobilisations corporelles d'un montant de 4 981 037 \$ ont été acquises par rétrocession pour une valeur symbolique. Le coût de ces immobilisations corporelles a été évalué à la juste valeur à la date de l'apport.

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132		
Immeubles industriels municipaux	133	941 278	444 702
Autres	134		
	135	941 278	444 702
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137	941 278	444 702

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	138.1				
	139				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	140.1				
	141				
VALEUR COMPTABLE NETTE	142				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	143.1	195 522	184 514
Autres			
▪	144.1		
	145	195 522	184 514

Note**19. Obligations contractuelles****Ville**

Les principaux engagements contractuels de valorisation des boues, de produits chimiques, de fournitures de matériaux divers, de location de photocopieurs, d'entretien d'équipements divers, de soutien et service informatique, d'auditeur externe et d'évaluation foncière de la Ville échéant à différentes dates jusqu'en 2030, s'élèvent approximativement à 3 903 192 \$ durant cette période.

Office municipal d'habitation de la Ville

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

L'Office municipal d'habitation Brome-Missisquoi, la Ville et la Société d'habitation du Québec ont signé une convention qui prévoit le paiement d'une subvention comblant le déficit d'exploitation des ensembles administrés. La Société d'habitation du Québec contribue à 90 % du déficit d'exploitation et la Ville subventionne le solde du déficit.

Régie aéroportuaire

En vertu d'une convention signée le 7 février 2006 entre la Ville de Bromont, Bâtiments Québec et la Régie, la Régie aéroportuaire s'est engagée à céder le réseau d'égout et d'aqueduc, à la Ville de Bromont en contrepartie de 1 \$.

La Régie aéroportuaire s'est engagée, en vertu d'un contrat de location d'un hangar, échéant en août 2029, à verser des loyers totalisant 103 866 \$. Les paiements minimums exigibles en vertu de ce contrat de location pour les cinq prochains exercices s'élèvent à 22 257 \$ en 2025, 2026, 2027, 2028 et 14 838 \$ en 2029.

Régie intermunicipale

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 1998, la Régie intermunicipale a obtenu son certificat d'autorisation du gouvernement du Québec pour l'agrandissement du site actuel. L'utilisation du nouveau site est en vigueur depuis 2000. Suite à l'obtention du certificat, la Régie intermunicipale s'est engagée à créer un fonds de post-fermeture et de confier en fiducie des contributions annuelles calculées en fonction du nombre de tonnes enfouies au cours de l'exercice et du taux établi par évaluation actuarielle, laquelle est effectuée à tous les 5 ans. La dernière évaluation actuarielle des coûts de post-fermeture a été faite en 2020 et la prochaine évaluation actuarielle sera faite en 2025.

20. Droits contractuels

Ville

La Ville reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractés pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 4 083 239 \$ sur une période de 20 ans. L'échéancier de ces subventions est de 334 735 \$ en 2025, de 318 814 \$ en 2026, 302 344 \$ en 2027, de 285 309 \$ en 2028 et de 267 682 \$ en 2029.

La Ville a également conclu un bail emphytéotique concernant un terrain pour une durée de 85 ans. Le revenu de location annuel de 17 000 \$ est à percevoir jusqu'en 2058 pour une somme totale de 561 000 \$.

La Ville a également conclu une entente concernant la location de terrain pour l'utilisation d'une tour cellulaire. Considérant les options de renouvellement, le revenu de location annuel de 9 567 \$ est à percevoir jusqu'en 2038 pour une somme totale de 133 943 \$.

Régie aéroportuaire

La Régie a conclu des contrats de location de locaux échéant à différentes dates jusqu'en 2073, prévoyant la perception de loyers totalisant 458 373 \$. Les revenus de location à percevoir au cours des cinq prochains exercices s'élèvent à 62 252 \$ en 2025, à 53 572 \$ en 2026, à 53 672 \$ en 2027, à 51 122 \$ en 2028 et à 49 289 \$ en 2029.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2024	2023
Emprunts temporaires			
▪ Maison de la famille	146.1	195 000	128 800
	147	195 000	128 800
Dettes à long terme			
▪	148.1		
	149		
	150	195 000	128 800
			133 534

L'hypothèque reliée au cautionnement de la Maison de la famille doit être renouvelée par l'institution financière au cours de l'exercice 2025.

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de Brome-Missisquoi. Au 31 décembre 2024, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 149 604 \$.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

S.O.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

La régie aéroportuaire reçoit annuellement une contribution spéciale de la Ville de Bromont, au 31 décembre 2024 elle n'est pas en mesure de déterminer le montant de cette contribution. Aucun actif n'a été comptabilisé aux livres à cet égard.

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S.O.

24. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les partenariats, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles consolidées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

26. Instruments financiers

Politique de gestion des risques

La Ville est exposée à divers risques découlant de ses instruments financiers. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la Ville. Au cours de l'exercice, il n'y a eu aucune modification de politiques, de procédures et de pratiques de gestion des risques concernant les instruments financiers. Les éléments suivants fournissent une mesure des risques à la date de fin d'exercice.

Risques financiers

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une contrepartie fasse défaut à ses obligations contractuelles. Le risque de crédit de la Ville est principalement attribuable aux débiteurs, excluant les taxes à la consommation à recevoir. La Ville juge que le risque de crédit afférent aux sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada n'est pas important. Afin de réduire son risque de crédit, la Ville analyse régulièrement le solde des débiteurs, excluant les sommes à recevoir des gouvernements du Québec et du Canada, et une provision pour créances douteuses est constituée, lorsque nécessaire, fondée sur leur valeur de réalisation estimative.

La valeur comptable des principaux actifs de la Ville représente son exposition maximale au risque de crédit.

La chronologie des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses au 31 décembre se détaille comme suit :

	2024	2023
	\$	\$
Débiteurs en souffrance		
Moins de un an	879 540	464 664
Entre un et deux ans	231 811	194 873
Entre deux et trois ans	115 766	105 350
Plus de trois ans	202 866	166 398
Sous-total	1 429 983	931 285
Moins : provision pour créances douteuses	254 140	206 911
Total	1 175 843	724 374

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est le risque que les instruments financiers varient de façon défavorable en fonction des fluctuations des taux d'intérêt, qu'ils soient à taux d'intérêt fixe ou à taux d'intérêt variable. Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe assujettissent la Ville au risque de variations de la juste valeur et ceux à taux d'intérêt variable, à un risque de flux de trésorerie.

Les instruments financiers à taux d'intérêt fixe sont les dettes à long terme.

La Ville n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Puisque la quasi-totalité des actifs et passifs financiers de la Ville portent intérêt à taux fixe et qu'aucun d'eux n'est évalué à la juste valeur, une augmentation ou une diminution des taux d'intérêt n'aurait pas d'incidence sur l'excédent (le déficit) de l'exercice ni sur les gains de réévaluation nets (pertes de réévaluation nettes) de l'exercice.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité de la Ville est le risque qu'elle éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à ses passifs financiers.

La Ville est donc exposée au risque de liquidité relativement à l'ensemble des passifs financiers comptabilisés à l'état consolidé de la situation financière.

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant de trésorerie et d'équivalents de trésorerie et à s'assurer que la Ville dispose de sources de financement de montants autorisés suffisants. La Ville établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour acquitter ses obligations.

Les échéances contractuelles des passifs financiers (non actualisées, y compris le versement d'intérêts, le cas échéant) se détaillent comme suit :

	Moins de 1 an	De 1 à 3 ans	De 3 à 5 ans	Plus de 5 ans
	\$	\$	\$	\$
Créditeurs et charges à payer	3 651 993	147 098		
Dettes à long terme	4 499 970	9 403 738	12 388 938	23 981 692
Total	8 151 963	9 550 836	12 388 938	23 981 692

26. Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 2 000 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

27. Incertitude relative à la mesure

Le passif relatif aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations est sujet à une incertitude relative à la mesure et peut varier en raison des technologies en constante évolution utilisées dans les activités de mise hors service d'immobilisations et des écarts entre les hypothèses retenues aux fins de l'évaluation du passif et les résultats réels. Les principales hypothèses retenues comprennent l'estimation des coûts actuels de mise hors service, le taux d'inflation des coûts et le taux d'actualisation.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024			Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	24 081 603	26 123 692	26 252 818			26 252 818
Compensations tenant lieu de taxes	2	2 535 527	2 611 793	2 608 919			2 608 919
Quotes-parts	3					338 988	
Transferts	4	1 268 038	1 837 574	1 867 485			1 867 485
Services rendus	5	1 245 364	1 282 488	1 536 777		2 057 479	3 147 326
Imposition de droits	6	2 051 124	1 301 000	3 876 819			3 876 819
Amendes et pénalités	7	491 221	476 400	621 131			621 131
Revenus de placements de portefeuille	8	476 562		519 364			519 364
Autres revenus d'intérêts	9	132 402	290 500	183 484		170 479	353 963
Autres revenus	10	1 388 618	4 589	683 168		226 261	909 429
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	33 670 459	33 928 036	38 149 965		2 793 207	40 157 254
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	6 859 200		537 166		53 408	590 574
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	225 151		4 733 283			4 733 283
Autres	18			247 751			247 751
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21	7 084 351		5 518 200		53 408	5 571 608
	22	40 754 810	33 928 036	43 668 165		2 846 615	45 728 862
Charges							
Administration générale	23	3 915 653	4 800 220	4 274 974	164 728		4 439 702
Sécurité publique	24	4 083 898	4 917 002	4 647 678	267 193		4 914 871
Transport	25	5 636 088	6 430 446	5 034 400	2 894 146	579 286	8 411 832
Hygiène du milieu	26	4 225 249	5 269 866	4 623 447	1 804 216	1 780 247	7 517 992
Santé et bien-être	27	338 292	361 500	283 734			283 734
Aménagement, urbanisme et développement	28	1 425 993	1 441 858	1 390 329			1 390 329
Loisirs et culture	29	4 210 085	5 190 231	4 692 132	663 788		5 355 920
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	1 220 275	1 609 800	1 510 132		12 549	1 522 681
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	5 421 933	5 900 000	5 794 071 (	5 794 071)		
	34	30 477 466	35 920 923	32 250 897		2 372 082	33 837 061
Excédent (déficit) lié aux activités	35	10 277 344	(1 992 887)	11 417 268		474 533	11 891 801

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) lié aux activités	1	10 277 344	(1 992 887)	11 417 268	474 533	11 891 801
Moins : revenus d'investissement	2 (	7 084 351)	(	5 518 200)	53 408)	5 571 608)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	3 192 993	(1 992 887)	5 899 068	421 125	6 320 193
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	5 421 933	5 900 000	5 794 071	638 923	6 432 994
Produit de cession	5	171 342	70 000	6 000	39 370	45 370
(Gain) perte sur cession	6	(58 388)		9 571	24 789	34 360
Réduction de valeur / Reclassement	7	29 948				
	8	5 564 835	5 970 000	5 809 642	703 082	6 512 724
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	189 425		40 005		40 005
Réduction de valeur / Reclassement	10	(29 948)				
	11	159 477		40 005		40 005
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	21 148				
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-valeur / Réduction de valeur	14	29 859	20 000	(1 952)		(1 952)
	15	51 007	20 000	(1 952)		(1 952)
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17 (	3 776 824)	(3 995 000)	(4 867 927)	(30 620)	(4 898 547)
	18	(3 776 824)	(3 995 000)	(4 867 927)	(30 620)	(4 898 547)
Affectations						
Activités d'investissement	19 (	613 676)	(279 000)	(1 254 012)	(300 111)	(1 554 123)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	458 641		7 127	44 063	51 190
Excédent de fonctionnement affecté	21	20 000	689 000	765 955		765 955
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 698 622)	(412 113)	(1 393 497)		(1 393 497)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23					
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(1 833 657)	(2 113)	(1 874 427)	(256 048)	(2 130 475)
	26	164 838	1 992 887	(894 659)	416 414	(478 245)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	3 357 831		5 004 409	837 539	5 841 948

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023		Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	7 084 351	5 518 200	53 408	5 571 608
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	887 667)(	103 680)(	)	103 680)
Sécurité publique	3 (	64 311)(	23 807)(	)	23 807)
Transport	4 (	3 763 307)(	9 395 047)(	45 211)(	9 440 258)
Hygiène du milieu	5 (	9 402 654)(	1 405 500)(	317 525)(	1 723 025)
Santé et bien-être	6 (	)	)	)	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	24 514)(	37 718)(	)	37 718)
Loisirs et culture	8 (	1 796 234)(	1 017 360)(	)	1 017 360)
Réseau d'électricité	9 (	)	)	)	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	)	)	)	)
	11 (	15 938 687)(	11 983 112)(	362 736)(	12 345 848)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	)	536 581)(	)	536 581)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	44 235)(	)	)	)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	5 550 116	2 513 446		2 513 446
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	613 676	1 254 012	300 111	1 554 123
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	1 587 811	1 117 391		1 117 391
Excédent de fonctionnement affecté	17	25 078	18 785		18 785
Réserves financières et fonds réservés	18	790 946	1 306 783		1 306 783
	19	3 017 511	3 696 971	300 111	3 997 082
	20	(7 415 295)	(6 309 276)	(62 625)	(6 371 901)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(330 944)	(791 076)	(9 217)	(800 293)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats
				Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS				
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	8 858 228	11 674 594	2 495 825
Débiteurs (note 5)	2	18 410 702	16 485 415	247 508
Prêts (note 6)	3			
Placements de portefeuille (note 7)	4	207 884	209 835	1 379 457
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5			
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		143 200	
Autres actifs financiers (note 8)	7			
	8	27 476 814	28 513 044	4 122 790
PASSIFS				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9			
Emprunts temporaires (note 9)	10			
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	4 760 302	3 563 138	385 180
Revenus reportés (note 11)	12	3 169 501	3 579 617	3 621
Dette à long terme (note 12)	13	40 702 625	37 871 889	209 316
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14	93 200		
Autres passifs (note 14)	15			1 476 174
	16	48 725 628	45 014 644	2 074 291
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(21 248 814)	(16 501 600)	2 048 499
ACTIFS NON FINANCIERS				
Immobilisations corporelles (note 15)	18	106 751 976	112 925 445	5 085 187
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	444 702	941 278	
Stocks de fournitures	20	251 118	245 805	38 091
Actifs incorporels achetés (note 17)	21			
Autres actifs non financiers (note 18)	22	155 406	160 730	34 792
	23	107 603 202	114 273 258	5 158 070
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	6 615 574	8 374 821	2 018 032
Excédent de fonctionnement affecté	25	1 751 212	3 087 115	222 265
Réserves financières et fonds réservés	26	1 565 102	1 651 816	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	) (	) (	) (
Financement des investissements en cours	28	326 921	(464 149)	90 401
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	76 095 579	85 122 055	4 875 871
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30			
	31	86 354 388	97 771 658	7 206 569
Obligations contractuelles (note 19)				
Droits contractuels (note 20)				
Passifs éventuels (note 21)				
Actifs éventuels (note 22)				

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	10 539 170	9 297 670	9 752 368	8 926 793
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	2 460 534	2 106 696	2 200 513	2 067 139
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7		26 883	26 883	53 212
Autres biens et services	8	13 693 490	12 035 900	12 420 489	12 090 520
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	1 151 504	1 061 209	1 068 313	901 470
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	431 496	424 923	424 923	308 942
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	26 800	24 000	29 445	31 705
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	885 929	885 929	789 929	731 420
Transferts	15				
Autres	16	65 000	47 118	144 706	183 003
Autres					
Transferts	17	690 000	483 649	483 649	488 819
Autres	18				
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	5 900 000	5 794 071	6 432 994	6 183 458
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Moins-value	21.1	20 000	(1 952)	(1 952)	29 859
▪ Mauvaises créances	21.2	12 000	49 083	49 083	(1 649)
▪ Réclamations	21.3	45 000	15 718	15 718	12 714
	22	35 920 923	32 250 897	33 837 061	32 007 405

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	10 392 853	7 875 997
Excédent de fonctionnement affecté	2	3 309 380	1 937 613
Réserves financières et fonds réservés	3	1 651 816	1 565 102
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	)(	)
Financement des investissements en cours	5	(373 748)	426 539
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	89 997 926	81 281 175
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	104 978 227	93 086 426

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	8 374 821	6 615 574
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	2 018 032	1 260 423
	11	10 392 853	7 875 997

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Contribution promoteur	12.1	126 503	137 938
▪ Stationnement réinv. local	12.2	76 846	62 204
▪ Acquisition d'oeuvres d'arts	12.3	5 943	8 000
▪ Refonte règlements d'urbanisme	12.4	37 848	54 070
▪ Remboursement supplémentaire de capital (dette)	12.5		689 000
▪ Honoraires pour la réfection du Centre aquatique	12.6	739 974	800 000
▪ Travaux pour la réfection du Centre aquatique	12.7	1 000 000	
▪ Contribution municipale pour rénovation d'habitation loyer modique	12.8	1 100 000	
	13	3 087 114	1 751 212
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ RARCE	14.1	222 266	186 401
	15	222 266	186 401
	16	3 309 380	1 937 613

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Lac Davignon (fonds bleus)	17.1	69 778	29 840
▪ Fourniture/service de l'eau	17.2	528 893	
	18	598 671	29 840
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	939 410	1 422 533
Organismes contrôlés et partenariats	22		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23		55 450
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25		
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	109 735	53 279
Autres			
▪ Fonds - stationnement	30.1	4 000	4 000
	31	1 053 145	1 535 262
	32	1 651 816	1 565 102

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 (	)(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 (	)(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 (	)(
Autres	37 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 (	)(
	39 (	)(
Assainissement des sites contaminés	40 (	)(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41 (	)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42 (	)(
Autres		
▪	43.1 (	)(
	44 (	)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	45 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	46 (	)(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	47 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	48 (	)(
Autres		
▪	49.1 (	)(
	50 (	)(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	51 (	)(
Mesure relative à la COVID-19	52 (	)(
Frais d'émission de la dette à long terme	53 (	)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54 (	)(
Autres		
▪	55.1 (	)(
	56 (	)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	57	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60	
Autres		
▪	61.1	
	62	
	63 (	)(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	64	1 526 631	1 256 066
Investissements à financer	65 (	1 900 379)(	829 527)
	66	(373 748)	426 539
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	118 010 632	112 177 508
Propriétés destinées à la revente	68	941 278	444 702
Prêts	69		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70	209 835	207 884
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71		
	72	119 161 745	112 830 094
Ajustements aux éléments d'actif	73		
	74	119 161 745	112 830 094
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	75 (	38 081 205)(	40 942 560)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76 (	329 111)(	319 376)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77	9 246 497	9 713 017
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79		
	80 (	29 163 819)(	31 548 919)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81 (	)(	)
	82 (	29 163 819)(	31 548 919)
	83	89 997 926	81 281 175

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Cowansville parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime est offert à certains groupes d'employé (Cols bleus, cols blancs et cadres) et est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur le salaire carrière à la retraite.

Le Régime est à prestations déterminées et les cotisations salariales des participants est de 9,9 % du salaire. Cette cotisation est composée de 8 % pour le service courant et de 1,90 % pour le fonds de stabilisation.

Mise en place de deux volets

Le 1er janvier 2014, le régime est modifié pour prévoir la mise en place de deux volets distincts avec une date de séparation au 31 décembre 2013. Selon la réglementation actuellement en vigueur, les deux volets sont considérés comme étant deux régimes de retraite distincts.

Volet antérieur

À compter de la date de sa retraite normale, chaque participant a droit à une rente normale dont le montant annuel est établi comme suit;

a) une rente annuelle égale au maximum entre 2 % du salaire au 1er janvier 1990, multipliée par le nombre d'années de services au 31 décembre 1990 et la somme de la rente annuelle pour service antérieur au 31 décembre 1989, et une rente annuelle égale à 2,5 % du salaire pour le service reconnu au cours de l'année 1990; plus

b) une rente annuelle égale à la somme de ses créances de rentes pour chaque année de service reconnu du 1er janvier 1991 au 31 décembre 2013. La créance de rente pour une année ou une fraction d'année de service reconnu est égale à 2 % du salaire indexé.

Volet courant

À compter de la date de sa retraite normale, chaque participant a droit à une rente normale dont le montant annuel est égal à la somme de ses créances de rentes de chaque année de service effectué et reconnu à compter du 1er janvier 2014. La créance des rentes pour une année ou une fraction d'année de service est égale à 2 % du salaire indexé.

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (93 200)	(334 300)
Charge de l'exercice	4 (734 900)	(672 100)
Cotisations versées par l'employeur	5 971 300	913 200
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 143 200	(93 200)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7	24 266 500	23 445 500
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (	24 266 500)(	23 445 500)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10	143 200	(93 200)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11	143 200	(93 200)
Provision pour moins-value	12 (	)(	)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13	143 200	(93 200)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		1
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15	24 266 500	23 445 500
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (	24 266 500)(	23 445 500)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (	)(	)
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	1 224 100	1 036 900
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	1 224 100	1 036 900
Cotisations salariales des employés	21 (	617 300)(	560 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (	)(	)
	23	606 800	476 900
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	104 100	178 400
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30	710 900	655 300
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31	1 274 400	1 209 100
Rendement espéré des actifs	32 (	1 250 400)(	1 192 300)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33	24 000	16 800
Charge de l'exercice	34	734 900	672 100

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	300 300	585 300
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	(1 250 400)	(1 192 300)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	(950 100)	(607 000)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	609 600	187 500
Prestations versées au cours de l'exercice	39	1 067 900	1 062 300
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	25 093 300	22 461 100
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	1 763 700	2 020 200
DMERCA du nouveau volet	45	17	17
DMERCA de l'ancien volet	46	12	12
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	5,28 %	5,27 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	5,27 %	5,26 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements
S.O.

	2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 () ()	
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 () ()	
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 () ()	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 () ()	
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 () ()	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

	2024	2023
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71	
	72	
Cotisations salariales des employés	73	() ()
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()
	75	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	
Autres		
▪	81.1	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83	
Rendement espéré des actifs	84	() ()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85	
Charge de l'exercice	86	
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	() ()
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90	
Prestations versées au cours de l'exercice	91	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice		
(si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102	
Autres hypothèses économiques		
▪	103.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 104 _____

Description des régimes et autres renseignements

S.O.

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 111 _____ 3

Description des régimes et autres renseignements

REER Individuel

La charge de la Ville correspond aux cotisations versées calculées à un taux de 9,9 % du salaire brut pour un employé d'un groupe de travail.

RVER collectif

La charge de la Ville correspond aux cotisations versées calculées à un taux de 7 % du salaire brut d'un groupe d'employé.

Régime de retraite collectif et Régime de retraite simplifié

La charge de la Régie intermunicipale correspond aux cotisations versées calculées au taux de 5,5 % du salaire brut régulier des employés. La charge de la Régie aéroportuaire correspond aux cotisations versées calculées aux taux de 5 % et 7 % du salaire brut régulier des employés.

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112	70 425	33 927
Régime de retraite simplifié	113		13 843
REER	114	6 567	6 914
Autres régimes	115		
	116	76 992	54 684

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	6	5

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	8 242	8 375
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	27 779	28 224
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	7 250	7 389
	121	35 029	35 613

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	21 007 403	21 155 913	19 343 992
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Réserve financière pour le service de l'eau	5			
Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	7			
Activités de fonctionnement	8			
Activités d'investissement	9			
Autres	10			
	11	21 007 403	21 155 913	19 343 992
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	12	1 875 314	1 879 948	1 765 361
Égout	13			
Traitement des eaux usées	14	1 326 778	1 319 928	1 221 020
Matières résiduelles	15	1 764 838	1 744 877	1 611 649
Autres				
▪ Vidange des fosses septiques	16.1	21 385	21 431	19 535
Centres d'urgence 9-1-1	17	90 000	92 747	82 397
Service de la dette	18	37 974	37 974	37 649
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	5 116 289	5 096 905	4 737 611
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	5 116 289	5 096 905	4 737 611
	27	26 123 692	26 252 818	24 081 603

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28			
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29	122 915	118 355	118 355
Compensations pour les terres publiques	30			135 316
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	520 255	520 997	520 997
Cégeps et universités	32			502 730
Écoles primaires et secondaires	33	661 888	662 832	662 832
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			636 899
	35	1 305 058	1 302 184	1 302 184
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	1 257 082	1 257 082	1 257 082
Taxes sur une autre base				1 202 559
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39	1 257 082	1 257 082	1 257 082
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40	49 653	49 653	49 653
Taxes sur une autre base				58 023
Taxes, compensations et tarification	41			
	42	49 653	49 653	49 653
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	2 611 793	2 608 919	2 608 919
				2 535 527

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47			
Sécurité publique				
Police	48			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	49			
Autres	50	42 000	39 077	58 160
Sécurité civile	51			
Autres	52			92 500
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	53	161 582	60 409	112 249
Enlèvement de la neige	54			
Autres	55			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	56			
Transport adapté	57			
Transport scolaire	58			
Autres	59			
Transport aérien	60			
Transport par eau	61			
Autres	62			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63	6 680	6 642	7 307
Réseau de distribution de l'eau potable	64	22 063	22 063	24 104
Traitement des eaux usées	65	51 630	64 715	13 021
Réseaux d'égout	66	44 357	43 059	46 575
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	67	90 001	106 902	61 263
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	68			
Tri et conditionnement	69			
Autres	70			
Autres	71			
Cours d'eau	72			
Protection de l'environnement	73			27 300
Autres	74			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	75			
Autres	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81			
Autres	82			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	65 946	67 836	39 449
Activités culturelles				
Bibliothèques	84	76 700	81 171	76 769
Autres	85	45 000	31 842	44 455
Réseau d'électricité	86			
	87	605 959	523 716	603 152

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88		277	
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	90			
Autres	91			
Sécurité civile	92			
Autres	93			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	94	48 957	48 957	1 332 766
Enlèvement de la neige	95			
Autres	96			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	97			
Transport adapté	98			
Transport scolaire	99			
Autres	100			
Transport aérien	101			
Transport par eau	102			
Autres	103		53 131	
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104			
Réseau de distribution de l'eau potable	105			
Traitement des eaux usées	106	488 209	488 209	5 539 805
Réseaux d'égout	107			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	108			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	109			
Tri et conditionnement	110			
Autres	111			
Autres	112			
Cours d'eau	113			(19 761)
Protection de l'environnement	114			
Autres	115			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	116			
Autres	117			
Sécurité du revenu	118			
Autres	119			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	120			6 390
Rénovation urbaine	121			
Promotion et développement économique	122			
Autres	123			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	124			
Activités culturelles				
Bibliothèques	125			
Autres	126			
Réseau d'électricité	127			
	128	537 166	590 574	6 859 200

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non auditée</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale 129				
Péréquation 130				
Neutralité 131				
Partage des redevances sur les ressources naturelles 132				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables 133	400 000	513 596	513 596	418 578
Fonds de développement des territoires 134				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation 135				
Partage de la croissance d'un point de la TVQ 136	831 615	831 614	831 614	246 308
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2 137				
Autres 138		(1 441)	(1 441)	
	1 231 615	1 343 769	1 343 769	664 886
TOTAL DES TRANSFERTS 140	1 837 574	2 404 651	2 458 059	8 127 238

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	141	51 500	46 311	39 174
Évaluation	142			
Autres	143			
	144	51 500	46 311	39 174
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie				
Premiers répondants	146			
Autres	147	123 554	171 556	97 547
Sécurité civile	148			
Autres	149	1 000	2 022	1 292
	150	124 554	173 578	98 839
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	151			
Enlèvement de la neige	152			
Autres	153			
Transport collectif	154		189	189
Autres	155			
	156		189	189
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157			
Réseau de distribution de l'eau potable	158			164
Traitement des eaux usées	159	7 500	11 119	6 694
Réseaux d'égout	160			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	161	50 000	50 000	488 842
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	162			
Tri et conditionnement	163			
Autres	164			
Autres	165			
Cours d'eau	166			
Protection de l'environnement	167			
Autres	168			
	169	57 500	61 119	495 700

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	170			
Autres	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179	291 650	326 533	326 533
Activités culturelles				269 240
Bibliothèques	180	8 200	8 200	8 200
Autres	181			7 900
	182	299 850	334 733	334 733
				277 140
Réseau d'électricité	183			
	184	533 404	615 930	1 123 032
				910 853

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)					
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale					
Greffé et application de la loi	185				440
Évaluation	186	4 000	11 600	11 600	
Autres	187	46 633	65 004	65 004	48 712
	188	50 633	76 604	76 604	49 152
Sécurité publique					
Police	189				
Sécurité incendie					
Premiers répondants	190				
Autres	191	3 500	3 824	3 824	3 320
Sécurité civile	192				
Autres	193				
	194	3 500	3 824	3 824	3 320
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	195	27 500	24 779	24 779	26 601
Enlèvement de la neige	196	25 000	33 828	33 828	46 078
Autres	197				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	198				
Transport adapté	199				
Transport scolaire	200				
Autres	201				
Autres	202			388 560	379 809
	203	52 500	58 607	447 167	452 488
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204				
Réseau de distribution de l'eau potable	205	2 500	125	125	1 070
Traitement des eaux usées	206				
Réseaux d'égout	207	2 501			
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	208	5 000	4 649	4 649	5 531
Matières recyclables	209	5 000	7 100	7 100	8 700
Autres	210	9 000	3 993	3 993	
Cours d'eau	211				
Protection de l'environnement	212		7 638	7 638	2 899
Autres	213			714 887	706 512
	214	24 001	23 505	738 392	724 712

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Habitation				
Logement social	215			
Autres	216			
Sécurité du revenu	217			
Autres	218			
	219			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	220			
Rénovation urbaine	221			
Promotion et développement économique	222			
Autres	223			892
	224			892
Loisirs et culture				
Activités récréatives	225	594 850	724 723	724 723
Activités culturelles				
Bibliothèques	226	10 500	16 011	16 011
Autres	227	13 100	17 573	17 573
	228	618 450	758 307	758 307
Réseau d'électricité	229			
	230	749 084	920 847	2 024 294
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	1 282 488	1 536 777	3 147 326
				2 770 525

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	232	101 000	194 705	194 705	105 556
Droits de mutation immobilière	233	1 200 000	3 682 114	3 682 114	1 945 568
Droits sur les carrières et sablières	234				
Autres	235				
	236	1 301 000	3 876 819	3 876 819	2 051 124
AMENDES ET PÉNALITÉS	237	476 400	621 131	621 131	491 221
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE					
	238		519 364	519 364	499 867
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	239	290 500	183 484	353 963	169 119
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240		(9 571)	(34 360)	188 595
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241				
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242		648 822	648 822	1 268 332
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243				
Contributions des promoteurs	244		4 733 284	4 733 284	225 151
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245				
Contributions des organismes municipaux	246		225 254	253 696	30 676
Autres contributions	247		22 500	22 500	
Redevances réglementaires	248				
Autres	249	4 589	43 913	266 521	253 263
	250	4 589	5 664 202	5 890 463	1 966 017
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	251				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	397 480	382 352		382 352	382 352	360 225
Greffé et application de la loi	2	1 109 898	773 629		773 629	773 629	586 596
Gestion financière et administrative	3	1 692 196	1 582 047		1 582 047	1 582 047	1 511 528
Évaluation	4	199 000	188 040		188 040	188 040	311 255
Gestion du personnel	5	265 487	232 505		232 505	232 505	230 079
Autres							
▪ Dépenses générales	6.1	1 136 159	1 116 401	164 728	1 281 129	1 281 129	1 080 161
	7	4 800 220	4 274 974	164 728	4 439 702	4 439 702	4 079 844
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	2 328 230	2 324 766		2 324 766	2 324 766	2 200 646
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9	61 532					
Autres	10	2 379 990	2 231 050	267 193	2 498 243	2 498 243	2 032 910
Sécurité civile	11	39 250	63 563		63 563	63 563	31 272
Autres	12	108 000	28 299		28 299	28 299	89 653
	13	4 917 002	4 647 678	267 193	4 914 871	4 914 871	4 354 481
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	4 999 255	3 914 864	2 572 892	6 487 756	6 487 756	7 008 148
Enlèvement de la neige	15	696 979	447 845	227 100	674 945	674 945	635 921
Éclairage des rues	16	175 000	227 238	94 154	321 392	321 392	310 939
Circulation et stationnement	17	295 284	193 407		193 407	193 407	195 027
Transport collectif							
Transport en commun	18	167 928	155 046		155 046	155 046	131 957
Transport aérien	19	96 000	96 000		96 000	579 286	600 969
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	6 430 446	5 034 400	2 894 146	7 928 546	8 411 832	8 882 961

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale					Données consolidées	
	Budget 2024	Réalizations 2024			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023	
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 215 451	952 796	214 221	1 167 017	1 168 112	
Réseau de distribution de l'eau potable	24	583 208	405 918	583 895	989 813	956 942	
Traitement des eaux usées	25	689 227	737 420	110 247	862 123	517 623	
Réseaux d'égout	26	659 943	456 734	737 129	1 193 863	1 005 593	
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	280 247	304 466	53 539	385 349	438 293	
Élimination	28	405 000	534 387		1 183 756	1 262 047	
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	263 561	274 402	59 344	333 746	387 408	
Tri et conditionnement	30	170 000	156 673		156 673	146 667	
Matières organiques							
Collecte et transport	31	200 876	180 354	43 183	223 537	244 561	
Traitement	32	213 000	107 767		107 767		
Matériaux secs	33	1 000					
Autres	34	268 735	269 526		424 644	400 090	
Plan de gestion	35	26 837	26 837		26 837	34 664	
Autres	36						
Cours d'eau	37	24 340	14 340	2 658	16 998	36 420	
Protection de l'environnement	38	226 441	136 723		488 532	230 466	
Autres	39	42 000	65 104		65 104		
	40	5 269 866	4 623 447	1 804 216	7 517 992	6 828 886	
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Habitation							
Logement social	41	120 000	95 710		95 710	100 568	
Autres	42						
Sécurité du revenu	43		21 699		21 699		
Autres	44	241 500	166 325		166 325	237 724	
	45	361 500	283 734		283 734	338 292	

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2024	Réalisations 2024			Réalisations	Réalisations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	46	1 054 125	1 045 367	1 045 367	1 045 367	906 709
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	47					
Autres biens	48					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	49	370 171	335 186	335 186	335 186	479 158
Tourisme	50	17 562	9 776	9 776	9 776	11 579
Autres	51					
Autres	52					28 547
	53	1 441 858	1 390 329	1 390 329	1 390 329	1 425 993
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	54	60 400	26 240	6 124	32 364	38 415
Patinaires intérieures et extérieures	55	597 382	571 277	138 905	710 182	697 414
Piscines, plages et ports de plaisance	56	734 021	653 259	124 719	777 978	719 457
Parcs et terrains de jeux	57	1 594 406	1 375 060	262 204	1 637 264	1 409 108
Parcs régionaux	58					
Expositions et foires	59	148 000	141 213	141 213	141 213	107 827
Autres	60	591 660	581 705	53 706	635 411	558 686
	61	3 725 869	3 348 754	585 658	3 934 412	3 530 907
Activités culturelles						
Centres communautaires	62	222 304	266 058	266 058	266 058	257 024
Bibliothèques	63	952 791	854 785	60 810	915 595	824 090
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	64	164 267	97 535	17 320	114 855	127 810
Autres ressources du patrimoine	65					
Autres	66	125 000	125 000	125 000	125 000	115 000
	67	1 464 362	1 343 378	78 130	1 421 508	1 323 924
	68	5 190 231	4 692 132	663 788	5 355 920	4 854 831

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Sans ventilation de l'amortissement	Réalizations 2024		Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement		Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	1 460 000	1 378 387		1 378 387	1 385 491	1 114 943
Autres frais	71	123 000	107 745		107 745	107 745	95 469
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72	26 800	24 000		24 000	24 000	16 800
Autres	73					5 445	14 905
	74	1 609 800	1 510 132		1 510 132	1 522 681	1 242 117
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76	5 900 000	5 794 071 (	5 794 071)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	906 127	906 127	399 899
Usines de traitement de l'eau potable	2	113 246	113 246	7 092
Usines et bassins d'épuration	3	748 801	748 801	5 871 247
Conduites d'égout	4	2 804 283	2 804 283	119 719
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		155 690	409 473
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	2 612 055	2 612 055	1 062 712
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	787 912	787 912	9 339
Aires de stationnement	9	775 927	775 927	763 852
Parcs et terrains de jeux	10	82 954	82 954	409 504
Autres infrastructures	11	648 896	690 046	370 317
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	122 743	131 627	4 466 583
Édifices communautaires et récréatifs	14	221 262	221 262	1 250 201
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	782 467	800 495	712 779
Ameublement et équipement de bureau	18	145 037	150 682	313 652
Machinerie, outillage et équipement divers	19	1 086 196	1 218 562	558 212
Terrains	20	145 206	145 206	1 859
Autres	21		973	4 128
	22	11 983 112	12 345 848	16 730 568

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES**
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	2 370	2 370	289 330
Usines de traitement de l'eau potable	2	113 246	113 246	7 092
Usines et bassins d'épuration	3	748 801	748 801	5 871 247
Conduites d'égout	4			32 645
Autres infrastructures	5	2 377 850	2 574 690	2 097 979
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6	903 757	903 757	110 569
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9	2 804 283	2 804 283	87 074
Autres infrastructures	10	2 529 894	2 529 894	927 218
Autres immobilisations corporelles	11	2 502 911	2 668 807	7 307 414
	12	11 983 112	12 345 848	16 730 568

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2	689 000		689 000	
Réserves financières et fonds réservés	3	55 450		55 450	
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	33 500		33 500	
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	30 770 969	8 772 746	10 379 896	29 163 819
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	31 548 919	8 772 746	11 157 846	29 163 819
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	9 713 017	27 254	493 774	9 246 497
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	9 713 017	27 254	493 774	9 246 497
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	9 713 017	27 254	493 774	9 246 497
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	9 713 017	27 254	493 774	9 246 497
	19	41 261 936	8 800 000	11 651 620	38 410 316
Dette en cours de refinancement	20 (	)			)
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	41 261 936	8 800 000	11 651 620	38 410 316

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	38 201 000
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	1 879 184
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	9 246 497
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	15 617
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	30 818 070
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	13	377 942
Endettement net à long terme	14	31 196 012
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	151 400
Communauté métropolitaine	16	
Autres organismes	17	
Endettement total net à long terme	18	31 347 412
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	31 347 412
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2024	Réalizations 2023
Administration générale					
Greffes et application de la loi	1				
Évaluation	2				
Autres	3	151 614	151 614	151 614	134 948
Sécurité publique					
Police	4	7 755	7 755	7 755	6 715
Sécurité incendie	5	15 799	15 799	15 799	12 884
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	107 928	107 928	107 928	68 641
Autres	10	96 000	96 000		
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12	294 572	294 572	294 572	278 417
Cours d'eau	13	14 340	14 340	14 340	14 656
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Habitation	16				
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	15 750	15 750	15 750	20 715
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	182 171	182 171	182 171	194 444
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22				
Activités culturelles	23				
Réseau d'électricité	24				
	25	885 929	885 929	789 929	731 420

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Rémunération	1	169 413	68 083
Charges sociales	2	47 098	17 918
Biens et services	3	11 765 185	15 852 686
Frais de financement	4		
Autres	5	1 416	
	6	11 983 112	15 938 687

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	19,45	37,50	38 052,00	*****	*****	*****
Professionnels	2	0,50	6,00	54,00	*****	*****	*****
Cols blancs	3	51,28	32,50	86 961,00	*****	*****	*****
Cols bleus	4	48,61	40,00	101 465,00	*****	*****	*****
Policiers	5						
Pompiers	6	9,85	37,50	19 268,00	*****	*****	*****
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	129,69		245 800,00	*****	*****	*****
Élus	9	7,00			283 305	55 566	338 871
	10	136,69			*****	*****	*****

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	6 641				6 641
Réseau de distribution de l'eau potable	3	22 063				22 063
Traitement des eaux usées	4	64 715	122 335	278 105		465 155
Réseaux d'égout	5	43 059				43 059
Autres	6	1 733 103	60 688	60 956	12 986	1 867 733
	7	1 869 581	183 023	339 061	12 986	2 404 651

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Greffé et application de la loi	1	5 558	6 043
Évaluation	2		
Autres	3	25 703	20 697
	4	31 261	26 740
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	6 627	7 750
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	6 627	7 750
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	806 407	675 810
Enlèvement de la neige	12	3 827	4 265
Autres	13	58 381	36 716
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	868 615	716 791
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17	8 042	9 902
Réseau de distribution de l'eau potable	18	143 229	138 306
Traitement des eaux usées	19	108 557	33 424
Réseaux d'égout	20	183 234	173 102
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21	4 227	5 557
Matières recyclables	22	9 153	5 974
Autres	23		922
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25	284	410
Autres	26		
	27	456 726	367 597
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33	8 821	9 534
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37	8 821	9 534
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	133 431	90 087
Activités culturelles			
Bibliothèques	39	4 618	1 602
Autres	40	33	174
	41	138 082	91 863
Réseau d'électricité			
	42		
	43	1 510 132	1 220 275

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

<i>Non audité</i>		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Sylvie Beauregard	1.1	Maire	72 500	19 422	29 878	
Simon Angers	1.2	Conseiller	17 529	8 765		
Stéphane Beaudry	1.3	Conseiller	19 500	9 750		
Marie-France Beaudry	1.4	Conseiller	19 500	9 750	512	256
Amélie Fournier	1.5	Conseiller	21 285	10 643	3 003	1 501
Alain Daigle	1.6	Conseiller	21 045	10 523		
Yvon Pépin	1.7	Conseiller	20 490	10 245		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 2 000 000 \$

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 3 41 546 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 4 ☐ ☒

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus 7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges 11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie 12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs 14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 16 _____ \$

Ligne 19 : Créiteurs et charges à payer 17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme 19 _____ \$

Ligne 24 : Libres 20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts 21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts 22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés 23 _____ \$

Solde cumulatif au début de l'exercice 24 _____ \$

Constatés au cours de l'exercice 25 _____ \$

Solde cumulatif à la fin de l'exercice 25 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	_____	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	_____	\$
Ligne 3 : Autres revenus	28	_____	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	_____	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	_____	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	_____	\$
Ligne 9 : Autres charges	32	_____	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	_____	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	_____	\$
Ligne 14 : Débiteurs	35	_____	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	_____	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	_____	\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38	_____	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	_____	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	_____	\$
Ligne 24 : Libres	41	_____	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	_____	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	_____	\$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

44 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

45 _____ 56 500 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

46 ☒ ☐

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024

47 _____ 1 168 710 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

48 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

49 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

50 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

51 _____ \$

Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

- e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM).

52 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

53 _____ \$

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

54 ☒ ☐

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

55 ☐ ☒

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

56 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

57 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

58 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

59 _____ \$

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

60 ☐ ☒

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

61 _____ \$

- b) autres formes d'aide

62 _____ \$

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM?

63 ☐ ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024

64 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM? 65 ☐ ☒
- Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM? 66 ☐ ☐
- Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024 67 _____ \$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024
- Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024 68 \$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD 69 _____ \$
- Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :
- a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 70 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été
 - Systèmes de sécurité 71 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien préventif 72 _____ \$
 - Chaussées pavées - entretien palliatif 73 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien préventif 74 _____ \$
 - Chaussées en gravier - entretien palliatif 75 _____ \$
 - Systèmes de drainage 76 _____ \$
 - Abords de routes 77 _____ \$
 - Total des dépenses relatives à l'entretien d'été 78 _____ \$
- b) Dépenses d'investissement
- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver 79 _____ \$
 - Dépenses relatives à l'entretien d'été 80 _____ \$
- c) Total des frais encourus admissibles 81 _____ \$
- d) Description des dépenses d'investissement
- Relatives à l'entretien d'hiver :
 - Relatives à l'entretien d'été :
- e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :
- f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

82 _____

b) Date d'adoption de la résolution

83 _____

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

84 ☒ ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

85 _____ 480-09-2024

b) Date d'adoption de la résolution

86 _____ 2024-09-03

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

87 _____ 1

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

88 _____

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5)

89 _____

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8)

90 _____

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9)

91 _____

f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10)

92 _____

g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11)

93 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16)

94 _____ 997

i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

95 _____ 414

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)

96 _____ 4

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

97

☒
☐

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

OUI

NON

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

☒
☐

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?

2

☒
☐

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

☒
☐

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

4

☐
☒

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

5

☐
☒

5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

6

☐
☒

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

7

☐
☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

8

☐
☐

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☒ J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☒ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☒ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2025-06-16

Nom du signataire : Julie Lamarche

Fonction du signataire : Greffière

Date de transmission au Ministère : _____

Date et heure de la dernière modification : 2025-06-16 19:53

